

LE SENTIMENT REPUBLICAIN EN ALLEMAGNE

Le 24 juin dernier, le ministre des Affaires étrangères du Reich est assassiné par les nationalistes: après Kurt Eisner, après Erzberger, Rathenau. Au Reichstag, le chancelier Wirth déclara "la République en danger". Une ordonnance présidentielle, rendue en vertu de l'article 48 de la Constitution, interdit toutes manifestations menaçantes pour la paix intérieure ou tendant au renversement de la République et de ses chefs. Puis, le 16 juillet, la loi sur la "protection de la République" est votée par 303 voix contre 102—celles des nationalistes, des communistes, de quelques populistes bavarois. Sur ce geste, le Reichstag s'ajourne au 17 octobre. Il n'est plus question de dissolution ni de crise gouvernementale. Durant les beaux mois d'été, ou tout ce qui en a le moyen voyage et villégiature avec volupté, il sera possible d'attendre le contre-coup de cette manifestation sur l'opinion des Alliés et sur la marche de la politique extérieure.

Manifestation, écrivons-nous. Est-ce au sens péjoratif? Il est des manifestations sincères, d'autres truquées. Le vote du Reichstag signifiait-il un attachement véritable aux institutions républicaines et à l'esprit démocratique, deux choses que nos cervelles latines ne séparent jamais l'une de l'autre? Ou devons-nous y voir seulement une démonstration à grand fracas, une entreprise de publicité pour ce nouveau produit: la démocratie allemande? Quelle peut-être, à l'heure présente, la sincérité non seulement des représentants du peuple allemand, mais de ce peuple lui-même? Car lui aussi, il semble affirmer sa haine de la réaction, lorsqu'en cortèges disciplinés et menaçants, il brise les enseignes des Hoffenferanten et promène des pancartes où se voient condamnés au Züchttaus Escherich et Luden-Jorf.

A une telle question, la réponse est malaisée. Elle ne se laisse guère formuler en quelques lignes. Ce serait déjà beaucoup de faire entendre au lecteur français qu'il doit, en cette occurrence, faire litière de son éducation politique, de ses habitudes d'esprit. Il nous faut de la clarté, rien fut-il aucune dans le problème que nous étudions. Or, dans l'espèce, il s'agit des Allemands, c'est-à-dire d'un peuple dont la mentalité est aux antipodes de la nôtre, et qui est toujours complot dans l'obscur, dans l'équivoque—voyez ses philosophes, ses poètes—qui aujourd'hui plus que jamais, sous la pression des circonstances, s'y enfoncent avec une délectation ironique. La plus dangereuse des erreurs serait de prêter à de telles gens nos formules absolues et tranchées, de leur attribuer nos oppositions irrédutibles: république, monarchie, démocratie, autocratie... Là où nous ne voyons que des anti-nomies, l'Allemand découvre, lorsqu'il le faut, des transitions et des compromis. Non sans pédantisme, et avec une dialectique souvent grosse, il est à sa manière, l'homme des combinaisons.

En fait, l'Allemagne nage dans l'équivoque, depuis la révolution de novembre 1918. A force d'entendre le chef des Alliés, sous la houlette de Wilson, hâter qu'une "démocratisation" de l'Allemagne serait la meilleure garantie de la paix, la nation allemande s'était imaginé qu'après avoir jeté bas les Hohenzollern d'un coup d'épaule, elle obtiendrait, sans délai, l'aman, des conditions de paix fort douces et un siège à l'Assemblée des Nations: car on ne doit faire au vainqueur nulle pitié, même légère... Ainsi vit le jour ce bizarre régime à façade républicaine, mais qui conservait, avec le titre de Reich, la plupart des serviteurs des monarchies disparues; qui envoyait à Versailles un Brockdorff-Rantzau, cependant qu'il recrutait à la bonne vieille armée prussienne pour étouffer les soulèvements spartakistes. Voici trois années que le "président" Ebert et ses chanceliers succédés jouent un perpétuel jeu de bascule entre les fidèles des souverains déchués et les partis avancés. D'étranges combinaisons s'ébauchent, puis s'évanouissent. Les partis bourgeois s'engagent avec les majoritaires, recherchent les indépendants; les gens de droite flirtent à l'occasion avec les communistes. A ce train, où va l'Allemagne? Où veut-elle aller?

Personne ne saurait le dire. Elle-même l'ignore. Mais ce qu'on peut affirmer, sans crainte d'erreur, le voici: pour tout Allemand de n'importe quelle nuance, la question intérieure, gouvernementale est à l'heure actuelle secondaire. Elle est conditionnée par la politique extérieure, elle est fonction de l'exécution du traité de Versailles ou plutôt de sa non-exécution.

Les tactiques successives: tantôt, jouer de l'épouvantail communiste, "bolchéviste", qui hante les nuits de M. Lloyd George, tantôt proclamer le péril réactionnaire, elles n'ont qu'un but: dérouter l'opinion des Alliés. Il s'agit, avec le temps, de les amener à reconnaître qu'ils sont trompés, que la paix de Versailles est inexécutable, non seulement en ses clauses économiques et financières—de celles-ci au besoin on se déféra par cette simple proutte: la faillite du Reich—mais surtout à cause des moyens d'exécution: contrôles, ultimatum, garanties. Il faut qu'après les Anglo-Saxons, les Français eux-

mêmes en viennent à se dire: "Décidément, nous faisons fausse route. Ne mettons plus nos doigts dans cette pâte brûlante. Laissons les Allemands régler les affaires allemandes. Plus tard, en retour, nous obtiendrons d'une Allemagne stabilisée si non tout ce que nous promettrait le traité, du moins quelques compensations palpables. Avant tout, il faut que le monde sorte de cette période d'angoisse qui l'opprime. La "reconstruction" de l'Europe doit commencer par la "reconstruction de l'Allemagne".

Et le plus extraordinaire est que cette manœuvre aurait eu déjà plein succès, sans quelques-unes de ces formidables gaffes que tout Allemand ne manque à commettre, un jour ou l'autre, dans sa vie privée et publique; sans ce défaut radical de psychologie, de tact, que l'épreuve et l'expérience semblent impuissantes à guérir. De cet état d'esprit, le traité de Rapallo n'est-il pas le plus récent exemple? Il ne sera pas le dernier! Pour réussir, il aurait fallu camoufler de façon plus adroite la haine formidable qui s'enfle chaque jour davantage contre l'ennemi héréditaire, seul responsable de la grande catastrophe! Cette haine, les dirigeants du Reich non seulement ne la réprimant pas: ils la laissent prêcher, bien heureux quand ils le manifestent pas eux-mêmes. Nous avons sous les yeux ce spectacle paradoxal: un gouvernement qui proclame sa bonne volonté d'accomplir les réparations, mais qui ne cesse d'encourager la campagne tendant à rejeter sur la France la responsabilité du "crime de Versailles" après lequel la violation de la Belgique, les excès des armées allemandes palissent comme chandelle au soleil!

Au lendemain de l'assassinat de Rathenau, le chancelier Wirth cria à un correspondant de journal patriote: "Pourquoi la France n'a-t-elle pas soutenu en Allemagne les honnêtes gens? Pourquoi n'a-t-elle pas encouragé les partis démocrates? Pourquoi nous a-t-elle infligé des conditions inexécutables qui ont provoqué contre nous tant de haine?" Puis, montant à la tribune, M. Wirth jetait cette phrase: "Nous développerons cette République, dès que la pression de l'étranger sur nous aura cessé." Mais alors, M. Wirth, qu'attendez-vous dit-il, au cours des années précédentes, la France fut intervenue dans les affaires du Reich pour "appuyer les partis démocrates?" L'aimez-vous donc moins, cette République, si elle avait su gagner les sympathies de l'étranger?

La vérité, la voici: aux yeux de l'Allemagne, l'Allemagne, la République est marquée au front d'une tache originelle: elle est entrée, à l'on peut dire avec les fourgons du vainqueur. Or, l'Allemagne de 1918 n'a pas la faculté d'oubli de la France de 1914... Pour se redimer, il eût fallu que le nouveau régime obtint rapidement des Alliés un traité favorable. Une grande partie de l'opinion publique lui reproche aujourd'hui—non sans injustice—d'avoir manifesté trop de condescendance envers l'Entente: il n'a pas suffisamment proclamé l'innocence de cette pauvre Allemagne; il n'ose pas encore jouer le grand jeu, démontrer de façon éclatante l'insolvabilité de l'Allemagne au prix de la catastrophe financière dont le dernier des boutiquiers rit sous cape (peut-être à tort). La République, par ses lenteurs et ses atermoiements, a bien obtenu certaines concessions, mais on en aurait arraché beaucoup plus par le système du poing fermé que par celui de la main tendue!

Ainsi parlent les tenants obstinés de l'impérialisme, non seulement les anciens officiers, qui déplorent l'affaiblissement de toutes les disciplines, les étudiants, les professeurs toujours inféodés aux vieilles traditions, mais une fraction notable de la bourgeoisie dont l'aisance a disparu dans le tourbillon présent et qui regrette la vie "solide" d'autrefois, mais le clan des hobereaux alliés aux puissances capitalistes... Tous ces mondes identifient: République et honte nationale. Le putch Kapp ayant échoué, ils ont mis fin aux velléités conciliatrices de Erzberger et Rathenau. Ils ne separent pas ces deux idées: la revanche et la restauration monarchique, celle-ci devant précéder et préparer celle-là.

Toutefois, ces classes restent, numériquement, une minorité. Que pense la masse? Naguère dévouement soumise, a-t-elle vraiment pris conscience du "droit des peuples à se gouverner eux-mêmes"?

Il est hors de doute que les masses populaires ne prendraient pas l'initiative d'une restauration monarchique, sauf, peut-être, en certains cercles de l'Ostelbien demeurés sous l'influence du Junkertum—ici-même en décroissance—et chez les paysans de la Haute-Bavière. En ce qui concerne les classes rurales, il ne serait plus exact de les affirmer monarchistes dans leur ensemble. Elles ont gardé de la guerre, de la discipline brutale, des pertes effroyables, une irritation qu'il eût seule effacée la victoire; et c'est le désastre qui y a mis fin! Ajoutez les constants appels à la Révolte, la propagande communiste, la "faim de terre" que manifestent partout les paysans. Ne demandez pas à ceux-ci en quoi con-

sistent république, démocratie: ils n'en ont cure ni connaissance; mais un régime où la hiérarchie sociale est moins stricte, le travail moins rude, ne saurait être mal vu de ceux qui en profitent!

Le prolétariat industriel est tiraillé en sens divers. Plus instruit que les classes rurales, plus mêlé aux luttes politiques, il a des longtemps fait figure d'opposant à l'Empire, dans le parti socialiste, dans les syndicats. Mais—voici déjà l'équivoque—cette opposition évitait de poser la question constitutionnelle et s'accommodait d'une monarchie qui assurait l'exécution des lois sociales et le bien-être des ouvriers. Par contre, dans ces associations électorales et professionnelles, s'est développé l'esprit grégaire de la race, ce que j'appellerai, faute de mieux, le sens de la masse qui lui rend aussi compréhensible—sinon plus—qu'au citoyen français la notion de souveraineté du peuple.

Ajouterons-nous le corollaire: gouvernement du peuple par le peuple? Les foules urbaines qui manifestent à Berlin, à Francfort, à Cologne, manœuvrant avec une précision militaire, hérissées de chapeaux rouges et de pancartes subversives, regardent de près: visages résolus, mais regards incertains; poings serrés, mais dans les poches. Ni violences, ni pillages, ni barricades: une force terrible qui commence à prendre conscience d'elle-même, sans trop savoir où ni comment elle s'emploiera; le tonnerre allemand dont parlait Henri Heine, qui roule lentement, et peut-être broiera tout sur son passage: mais dans quelle direction roulera-t-il?

Soutenir, comme le fait périodiquement certaine presse aux heures de tension, que l'Allemagne est à la veille d'une révolution, restauratrice de l'ancien régime, c'est aussi téméraire que de crier à la dissolution du Reich, parce que la Bavière a refusé de désarmer les Einwohnerwehren ou se refuse à appliquer la loi de défense républicaine. Une telle éventualité ne se concevrait que si les Ebert et ses consorts capitulaient devant toutes les exigences de l'Entente et imposaient à l'Allemagne un régime de fer pour l'exécution des "réparations".

D'autre part, le danger "bolchéviste" sous la forme moscovite, n'est pas moins constitutif. Les plus exaspérés des indépendants peuvent bien, avec Koenen, hurler "qu'on tape sur la gueule" aux réactionnaires; qu'on interne Ludendorff, qu'on épure Reichweh et Schupof! Ils peuvent incriminer le gouvernement de mollesse, sinon de collusion avec les populistes. Mais observez que les seules manifestations où l'on remarque un véritable élan, ce sont celles qui protestent contre l'augmentation du prix de la vie ou réclament l'augmentation des salaires. La préoccupation économique prime, chez les masses d'outre-Rhin, tout autre souci. Ce qui leur importe, c'est l'organisation industrielle, le mode de l'autorité et du contrôle, la répartition des bénéfices, les droits bénéfiques devant, bien entendu, demeurer en Allemagne, et aller sous aucun prétexte, aux "brigands" de l'Entente. Qu'est, au regard de ces problèmes, la question de savoir si un monarque héréditaire ou un président élu fera figure de chef au centre de la machinerie administrative? Il faut à ce peuple une forte armoire bureaucratique, qui prévienne tous les cas et fournisse réponses à tous les problèmes de la vie. La nation en sent le besoin. Elle s'incorporera toujours devant "l'organisation". Nommez, s'il vous plaît, esprit républicain cette tendance à identifier l'Etat avec l'administration plutôt qu'avec le gouvernement, sorte de panthéisme politique qui se substitue à la notion de souveraineté personnelle. Conclusion de là à une affection véritable de ce peuple pour un régime acéphale demeure au moins prématuré. S'il existe un esprit "démocratique" outre-Rhin, celui-ci n'est pas égalitaire à la façon latine: car il reconnaît la nécessité des hiérarchies, et se préoccupe moins, si j'ose dire, de leur origine que de leur rendement économique, social, national.

Et puis, pour fonder solidement un régime, quel qu'il soit, il faut un ou des hommes. A une France de tempérament assez peu républicain, il a fallu un Danton, plus tard un Gambetta. Au berceau de la jeune république allemande ne vaillent que des comparses. Elle n'est sous sa forme actuelle, qu'un procès-verbal de carence, un moratorium politique...

Nous avons encore, nous Français, une peine infinie à faire prédominer les questions économiques sur les questions politiques. Il semble à beaucoup d'entre nous que la condition primordiale, nécessaire, suffisante de notre sécurité, de notre restauration nationale, soit l'établissement définitif en Allemagne du régime "républicain et démocratique". Les Anglo-Saxons, plus réalistes, envisagent avant tout le relèvement matériel d'un peuple qu'ils tiennent pour un des facteurs essentiels de la prospérité mondiale. Ils attachent beaucoup moins d'importance aux controverses constitutionnelles—la tentative de Kapp n'a-t-elle pas éveillé de nombreuses sym-

Chef de la délégation française



M. CHARLES BERTRAND, député, président de la délégation française des vétérans de la grande guerre, qui participera à la Conférence de la Leçon Américaine qui aura lieu la semaine prochaine en notre ville.

pathies en Angleterre? Leurs préoccupations vont surtout à la question du ventre "Magenfrage", car ils estiment que c'est ainsi qu'on tient les peuples.

Du point de vue français, incontestablement, une restauration monarchique signifierait le triomphe de revanche chez les vaincus d'hier. Mais ce serait une erreur de croire que par elle-même, la République allemande constitue une garantie de la paix, une garantie de l'exécution du traité. Si ce régime a vécu jusqu'ici, c'a été des fragments qu'il emporte, par ruse ou menace, de ce texte de Versailles, exécuté aussi bien du dernier mineur saxon que d'un Stinnes ou d'un Helfferich. Que demain, de gré ou de force, la République allemande se fasse humble, obéissante envers les Alliés, elle perdra, aux regards de l'opinion germanique, je ne dis pas son prestige—elle n'en eut jamais aucun—mais sa principale, j'allais écrire: sa seule raison d'être. La touchante perspective des deux démocraties, française et allemande, communiard dans le culte de la justice restaurée et de la liberté conquise, évoque le geste de feu Jules Guesde présentant Liebknecht à un congrès du parti socialiste: "Voyez, sur cette estrade, la France et l'Allemagne se donnant le bras!" "L'Allemagne de demain" rectifiait le vieux Liebknecht avec un indéfinissable sourire.

Au demeurant, il est fort possible qu'une étreinte un peu plus vigoureuse des Alliés, de la France, en viendrait à déterminer, dans les différentes régions du Reich, des réactions contradictoires et d'assez singulières conséquences. Mais pour parler comme Kipping, ceci est une autre histoire...—Maurice Lair.

PARIS HONORE SES GRANDS HOMMES

Au cours d'une séance solennelle qui eut lieu le 11 juillet 1919, le Conseil municipal de Paris avait décidé d'honorer les artisans de la victoire: les maréchaux Foch, Joffre et Pétain et MM. Clemenceau et Poincaré, en donnant leurs noms à de grandes voies de la capitale.

Mais lorsqu'il s'agit de réaliser ce projet, cent observations furent soulevées; les conseillers ne pouvaient consentir à débaptiser certaines rues dont les dénominations étaient devenues populaires. On ne put se mettre d'accord; mais comme il fallait en finir, le Conseil décida qu'aucun nouveau nom de rue ne serait attribué, avant ceux des artisans de la victoire.

Les discussions furent fort longues: enfin les commissions parurent être aujourd'hui d'accord et MM. Ernest Gay et Deville viennent de rédiger leurs propositions qui, espérions-le, seront accueillies par la majorité. Elles constituent un véritable palmarès, où l'on trouvera non seulement les noms des militaires ou des hommes politiques illustres de la guerre, mais encore des écrivains, des penseurs et des artistes qui honorent véritablement la ville où ils vécurent. Edmond Rostand, pour qui le Journal avait demandé une rue y figure avec une place, ce qui est mieux Péguy et Jean Dolent, Massenet et Roll y sont cités; voici d'ailleurs le texte des propositions sur lesquelles le Conseil aura à se prononcer:

1. L'avenue du Bois-de-Boulogne est dénommée: avenue du Maréchal-Foch.

2. La voie qui fait suite à la précédente jusqu'au lac du bois de Boulogne est dénommée: avenue du Maréchal-Pétain;

3. Le cours de Vincennes est dénommé: avenue du Maréchal-Joffre;

4. Le nouveau boulevard non dénommé mais qualifié boulevard Raspail, du boulevard Saint-Germain au boulevard du Montparnasse, est dénommé: boulevard du Président-Poincaré;

5. La partie de l'avenue Malakoff qui forme croix avec l'avenue du Bois-de-Boulogne est dénommée: avenue Georges-Clemenceau.

L'homme a été créé pour attiser tout, même la douleur.

JE NE SUIS PAS D'ICI

Combien de fois n'avons-nous pas entendu dire, les uns et les autres, cette fameuse phrase qui prend presque un aspect classique: "Je ne suis pas d'ici!"

A la campagne ou à la ville, en province ou à l'étranger, à pied, à cheval, en auto, elle vous est infailliblement répandue par la première personne à qui vous demandez votre chemin; souvent aussi par la seconde, et même la troisième. Mais c'est la première qu'il faudrait toujours éviter!

Debarquez n'importe où, et demandez quelque chose d'aussi connu qu'à Toulouse le Capitole, à Nîmes les Arènes, au Havre le port, à Bourges la cathédrale, on prendra un air à la fois naïf et méprisant pour vous dire: "Je ne suis pas d'ici!"

Et vous restez légèrement interloqué, un peu vexé de n'avoir pas flairé l'étranger ignorant et hésitant sur la marche à suivre; irez-vous consulter cet épier qui moud tranquillement son café brûlant? ou bien ce marchand de cycles qui s'agite autour de ses pneus? ou encore ce vendeur qui a l'air tout en cuir usé, comme les chausseurs qui tapissent son échoppe? Le plus sûr serait un marchand de vins; mais, pour une fois, il n'y en a pas en vue.

Auquel de ces augures s'adresser? Une seconde rebuffade vous paraîtrait humiliante. Comment reconnaître, parmi ces visages divers, de caractère breton, normand, suvergnat ou languedocien, celui qui précisément sera "d'ici"? Et vous allez mieux aller un peu plus loin, dans l'espoir qu'au bout d'une rue transversale vous apercevrez une tour, un clocher, un mât de bateau, et fin quelque chose qui "sera d'ici" et vous renseignera nettement. Et puis, cette petite contrariété vous a mis de mauvaise humeur, et il vaut mieux, dans cet état agité, ne parler à personne.

Si j'en parle, c'est que le comble de l'humiliation m'est arrivé cet été. Je suis retourné à Aix-en-Provence; il y avait dix ans que je n'avais entendu la romance de ses confortables platanes qui ne marchant pas leur ombre. Puis, je suis monté dans un dédale de rues charmantes, avec l'envie folle de frapper à chaque porte et d'entrer dans tous ces hôtels si heureux de lignes; il n'est pas jusqu'à cet air un brin farouche que leur donnent les fenêtres grillées du rez-de-chaussée qui ne rende leur grâce, à la fois rébarbative et attirante. Devant les puissants barreaux de fer bombés, on frémirait à la pensée des captives enfermées là par des maris jaloux, si nos romanciers ne nous avaient depuis longtemps avertis des mœurs aimablement déordonnées de la bonne ville d'Aix. Bref, d'hôtel en hôtel, je me suis perdu; non but était la cathédrale; je voulais, avant la nuit, revoir le "Buisson ardent" de Nicolas Froment, et me délecter de cette école française, si fine et expressive.

J'étais arrivé sur la place où le délicieux hôtel de ville lance, au-dessus de sa tour, un jet de ferrures pittoresques et enchevêtrés. L'heure passait; il fallait me renseigner. Oh! il y avait du monde; j'avais le choix; d'ailleurs, ça devait être tout près; et, sans examen approfondi du visage et du genre, j'abordai une jeune femme qui portait un bébé dans les bras: "Madame, pourriez-vous m'indiquer le chemin de la cathédrale?" Elle jeta un coup d'œil effaré autour d'elle: "Non, il y a très peu de temps que je suis ici; je ne sais pas!" Voilà que la guizne commença:—Ah! cette petite dame en noir, bien démodée, la jupe trop longue et les souliers trop plats, qui se faufila accoutrement... elle doit avoir des accointances avec la cathédrale, ou tout au moins avec la cathédrale, ou tout au moins avec la cathédrale! La cathédrale? Je renouvelai ma question: "La cathédrale? me répondit-elle d'un air profondément surpris... je ne connais pas!" Et elle s'éloigna, aussi étonnée qu'un esquimau à qui on aurait demandé un stylographe.

Evidemment, c'était une muellmane. Alors, j'avais sur le pas d'une porte une vieille, doute d'une de ces mines de terroir qui ne trompent pas, et je l'abordai le plus civilement du monde: "Pardou, madame, de quel côté se trouve la cathédrale?" —"Té! mon bon monsieur, fit-elle de l'accent le plus rond et le plus chantant, en éclatant de rire, comment le saurais-je? Je ne suis pas d'ici! Je suis de Marseille. Ah! si c'était Notre-Dame-de-la-Garde que vous demandiez, ce serait autre chose..."

Elle parlait encore que je lui avais tourné le dos, hors de moi, et que je courais après un monsieur, un vrai monsieur, celui-là; un homme très bien, très distingué, bien habillé sans affectation. Il pouvait être magistrat ou professeur de Faculté, ou même propriétaire d'un des mystérieux hôtels aux nobles portails. Je m'élançai donc vers lui, plein d'espoir; et je soulevai mon chapeau pour lui demander avec égards de vouloir bien me mettre dans le chemin de la cathédrale.

Le monsieur si distingué s'arrêta net et fixa sur moi un regard profond, si intense que je commençai à me demander avec inquiétude quel bouleversement intérieur avait déchaîné en lui ma simple question. Il se rapprocha de moi; ses yeux s'agrandirent et devinrent exorbitants à mesure que son teint s'enflammait;

La Mort du Gen. Dodds

SOUVENIRS DU NEVEU DE BEHANZIN

Nous sommes retournés au bastion 51, afin de demander au fils et au frère de Behanzin, Aouagbé et Aho-Gléglé, leurs souvenirs sur le vaillant soldat qui vient de disparaître.

Il est inutile de rappeler ici les hauts faits du général Dodds et par quels miracles d'intelligence, de ténacité, et aussi de bonté, il sut conquérir, puis pacifier le Dahomey, dont huit grands chefs sont aujourd'hui nos hôtes. Parmi eux se trouvent, nous l'avons dit, le fils et le frère de l'homme qui lui donna tant de mal et qui lui fut un si redoutable adversaire. Aho-Gléglé et Aouagbé sont devenus nos amis et nos frères, après nous avoir combattus. Nous avons voulu entendre de leur bouche l'éloge de leur généreux vainqueur.

—Ah! dit Aho-Gléglé, par la voix d'un interprète dahoméen, la campagne fut dure. C'était la seconde, et nous nous défendîmes pied à pied. J'avais groupé autour de Behanzin tous les chefs du pays et, de tous les côtés de la brousse, les hommes arrivaient pour combattre l'envahisseur. Nous nous défendîmes avec acharnement et, lorsque le colonel Dodds entra dans Ahomey, nous n'hésitâmes pas à gagner la campagne. Dodds, promu général à la suite de cette expédition, nous y pourchassa et força Behanzin à se rendre.

—Mais jamais nous ne regretterons assez ces batailles et cette inimitié. La colonne du général Dodds survenait après une campagne déjà dure et nous nous accusions de n'avoir pas compris qu'il arrivait à nous en nous offrant la magnifique paix française, la sécurité et tous les bienfaits d'une autre civilisation. Nous nous sommes défendus avec le même courage que les Français employèrent à nous réduire. Les deux camps pouvaient s'estimer.

—"Quel malheur que nous n'ayons pas compris les intentions de la France! Aujourd'hui que nous la connaissons et que nous l'aimons, nous savons qu'elle venait à nous dans un grand geste d'amitié, les mains tendues, nous offrant tous les biens de l'Europe. Peut-être que si nous n'avions pas combattu, le Dahomey serait encore indépendant... Je vous répète que nous n'avions pas compris..."

—Nous avons commencé à nous rendre un compte exact des choses, dit alors Aouagbé, lorsque nous avons vu le général Dodds employer dans le Dahomey les méthodes françaises d'administration. Car ce ne fut pas seulement un grand chef militaire et un de vos plus glorieux coloniaux, c'était aussi un administrateur éclairé. Il partagea notre pays en régions et en districts, et bientôt sa loyauté, sa générosité et son cœur devinrent légendaires chez nous. Dites "le général" on pensera au général Dodds. On n'en connaît pas d'autre au Dahomey et l'on prononce son nom avec crainte et respect. C'était un homme brave mais aussi, et profondément, un brave homme. Maintenant que les souvenirs de discorde sont oubliés, nous nous apercevons de tout ce que nous lui devons et nous voyons tout ce que la France a fait pour nous. Nous connaissons enfin l'éclat de son génie et tout le prix de sa chaleureuse amitié.

"Voilà pourquoi, en ce jour où meurt un beau soldat français, moi, le fils de Behanzin, je me trouve à Paris avec la délégation des chefs noirs. Voilà pourquoi nous sommes allés, Aho-Gléglé et moi, présenter nos condoléances à la veuve du général Dodds. Voilà pourquoi nous aurons à honneur d'assister aux funérailles de ce grand Français."

Nous avons quitté le boulevard Suchet à regret. Et nous songions, tandis que le soleil jouait entre les verts feuillages, au jeune civilisateur de la France, à ce rayonnement qui attire et retient à elle les peuples qu'elle a dû soumettre. Et nous pensions que l'on parlerait peut-être dans les siècles à venir de cette paix française que célébrait Aho-Gléglé, et qu'on la louera à l'envi de la paix romaine.—Gilbert Charles.

"La cathédrale, monsieur, la cathédrale!" me souffla-t-il en pleine figure. Il leva les bras au ciel, décrivant de grands cercles, et sa bouche écumait presque en bafouillant: "La cathédrale! la cathédrale!" Puis il tourna les talons violemment et s'enfuit en gesticulant toujours.

Je le regardais pétrifié, et j'avais sûrement l'air bête. "C'est un fou," me dit avec un bon sourire le tonnelier devant qui se passait la scène; et que le bruit avait fait sortir de chez lui, mais il est inoffensif; aussi on le laisse en liberté."

A ce moment, une Anglaise que j'avais remarquée la veille à l'hôtel de l'Europe, à Avignon, s'approcha de moi; bien serrée dans un tailleur gris, son allure générale, son chapeau un peu perché, sa voilette de dentelle blanche, annonçaient sa nationalité avant que son accent ne le révélât; elle me dit obliquement: "Oh! je vous, Isaac... vous n'êtes pas de ici; où cherchez la cathédrale? Montez le rue, il sera sur votre droite..." Et je l'entendis dire en anglais à son compagnon, en s'éloignant: "Le pauvre homme, il n'est pas d'ici!" —Marie Perrera.

MON FILM

—Vous vous étonnez, me dit ce noble étranger, de voir la France encorlée dans un mur d'antipathie de plus en plus épais et étouffant. Moi, c'est votre naïveté qui m'étonne. La France joue le rôle du médian exigeant et vous prétendez qu'on l'aime! Quand avez-vous vu applaudir M. Dimanche? L'Allemand s'arrange pour que votre pays prône même l'odieuse figure de Shylock... La livre de sa chair que vous voulez lui enlever, c'est la Ruhr et le monde, l'habilement cuisiné, le croit.

—Vous reconnaissez que c'est là une colonie!

—Que valent des raisons mal présentées contre une calomnie savamment lancée? Vous êtes aussi gaffeurs que possible... Au lieu de défendre votre cause chaque jour et partout, vous laissez faire, vous laissez dire, et de temps en temps, soudain, vous vous écriez d'une voix aigre: "Mon argent! il me faut mon argent!" Comment voulez-vous qu'on vous trouve sympathiques?

—Permettez, c'est nous qui...

—L'Allemagne a employé le bon moyen pour se rendre intéressante: elle se plaint. Elle se plaint sans cesse, sur tous les tons... Elle est arrivée à faire croire que c'est elle la vraie victime de la guerre. Même dans ses journaux humoristiques, elle nous montre ses gosses qui, à l'entendre, meurent de faim. Ah! si elle avait des ruines, quel parti elle en tirerait!

—Les ruines sont chez nous! —Oui, mais dans vos films de propagande, vous avez eu la maladresse de nous montrer, parmi quelques pans de murs bombardés, de gentils villages déjà reconstruits. C'est idiot... —Nous avons voulu prouver que la France voulait revivre, que...

—Comment s'attendir sur le sort d'un malade qui guérit ou, plutôt, qui a l'air de guérir si vite? Il fallait, au contraire, ne montrer que vos décombres et même en rajouter... Et puis, pourquoi dire et répéter: "Nous avons dépensé 50 milliards dans les régions dévastées?" —Parce que c'est vrai.

—Toute vérité n'est pas bonne à dire... Si vous avez dépensé ces 50 milliards, c'est donc que vous les aviez?

—Sans doute, seulement c'est l'Allemagne qui aurait dû...

—Je ne discute pas, je constate. Vous réglez les impendables dont parlait Bismarck et qui, à notre époque sont plus puissants que les lycéons. Vos romans français que nous lisons encore, ne parlent que de plaisirs et de luxe; les pièces que viennent jouer chez nous vos artistes se déroulent toujours dans un pays de Cocagne où l'on a l'air d'ignorer la lutte pour la vie... Alors, nous nous disons: "Sont-ils heureux, ces Français?"

—Vous pensez bien que... —Quand nous venons en France, nous nous voyons goûter sous votre beau ciel—il pleut cependant beaucoup cet été—les charmes d'une existence facile...

—Simple façade. Nous aimons mieux faire envie que pitié!

—Soit! mais aime-t-on ceux qu'on envie? En vérité, je vous le dis, vous devriez montrer vos blessures au lieu de les cacher. L'Allemagne, elle, suit la tradition des mendicats de la cour des Miracles: elle exhibe de fausses plaies et, vous voyez, cela lui réussit.—Clément Vautel.

LA VITESSE DES FUTURS NAVIRES DE GUERRE ALLEMANDS

Le capitaine de corvette Petit, attaché à la Commission navale internationale de contrôle en Allemagne, a relevé dans le budget naval allemand pour 1922-23 un chapitre qui mérite de ne pas rester inaperçu. Un crédit de 4 millions de marks est en effet prévu aux dépenses "une fois payées" pour "des essais techniques destinés à obtenir de grandes vitesses avec un poids de machines moindre."

Puis viennent les observations suivantes: "Le Traité de paix limite le déplacement de nos bâtiments de guerre. On doit donc s'efforcer d'obtenir de grandes vitesses avec un poids réduit; des expériences techniques correspondantes sont nécessaires."

A cette dépense prévue de 4 millions de marks pour 1922-23, deux autres millions pourront être ajoutés dans les exercices suivants.

Nous trouvons à une confirmation de l'importance primordiale de la vitesse dans les opérations navales. La supériorité de vitesse sur l'adversaire permet à un navire plus faible de tenter des opérations susceptibles de produire de grands effets avec des moyens réduits. La limitation de cet élément de puissance aurait été judiciaire dans les articles du Traité de paix, en assurant définitivement la limitation de l'action possible d'une flotte allemande.—S. J.

Une quantité de sang égale à celle que nous avons dans tout notre corps passe dans notre cœur à chaque minute.

L'île de Ternaguvo a été achetée par le gouvernement anglais pour la somme de dix livres, soit environ, en notre monnaie, \$48.60.